



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de
l'alimentation**

Service des Actions Sanitaires (SAS)
Sous-Direction de la Santé et du Bien-Etre Animal (SDSBEA)
Bureau de la Prévention des Risques Sanitaires en Elevage (BPRSE)

Formation des vétérinaires sanitaires

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Commun aux deux lots

Numéro de consultation : **DGAL-2024-081**

Procédure de passation : **Marché à procédure adaptée (MAPA) en raison d'un objet appartenant à la liste des services sociaux et services spécifiques**

Sigles, terminologie et définitions

- **AFVAC** : Association française des vétérinaires pour animaux de compagnie
- **AVEF** : Association vétérinaire équine française
- **BPRSE** : Bureau de la prévention des risques sanitaires en élevage
- **CNOV** : Conseil national de l'Ordre des vétérinaires
- **COPIL** : Comité de pilotage
- **DAAF** : Directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- **DDecPP** : Directions départementales en charge de la protection des populations
- **DGAL** : Direction générale de l'alimentation
- **DGER** : Direction générale de l'enseignement et de la recherche
- **DRAAF** : Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- **DROM-COM** : Départements et régions d'Outre-Mer et collectivités d'Outre-Mer
- **FCVS** : Formation continue des vétérinaires sanitaires
- **FSVF** : Fédération des syndicats vétérinaires de France
- **MASA** : Ministère de l'agriculture, et de la souveraineté alimentaire
- **NAC** : Nouveaux animaux de compagnie
- **OVVT** : Organisations vétérinaires à vocation technique
- **SDSBEA** : Sous-direction de la santé et du bien-être animal
- **SNGTV** : Société nationale des groupements techniques vétérinaires
- **SNVEL** : Syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral
- **TTC** : Toutes taxes comprises
- **VS** : Vétérinaire sanitaire
- **VSO** : Visites sanitaires obligatoires

Table des matières

Sigles, terminologie et définitions	2
Article 1. Contexte et réglementation	4
a) Présentation des missions du vétérinaire sanitaire dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques du MASAF.....	4
b) Organisation du dispositif de formation des vétérinaires sanitaires.....	5
c) Définitions	5
Article 2. Objet du marché.....	6
Article 3. Allotissement des prestations.....	6
Article 4. Durée du marché	7
Article 5. Calendrier	7
Article 6. Périmètre du marché.....	8
Article 7. Dispositions spécifiques et communes à chacun des lots	8
7.1 Dispositions relatives à chaque lot.....	8
7.2 Détail des prestations attendues pour chacun des lots	9
7.3 Dispositions communes aux 2 lots.....	11
7.4 Modification/annulation d'une session de formation.....	11
Article 8 : Réversibilité et transférabilité	12
Article 9. Clause éco responsabilité et développement durable	Erreur ! Signet non défini.

Article 1. Contexte et réglementation

Bases réglementaires

- code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R 203-12 ;
- arrêté du 16 mars 2007 modifié relatif aux obligations en matière de formation continue nécessaire à l'exercice des missions du vétérinaire sanitaire.

Contexte général

a) Présentation des missions du vétérinaire sanitaire dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques du MASA

Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, dénommé ci-après « le ministère » accomplit de nombreuses missions dont la définition et la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation associée à la sécurité sanitaire de l'alimentation qui comprend notamment la santé et le bien-être des animaux. Il s'appuie au niveau national sur la direction générale de l'alimentation (DGAL) et au niveau local sur les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), les directions départementales en charge de la protection des populations (DDecPP) dans les départements métropolitains et les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) dans les départements et régions d'Outre-Mer.

Pour assurer la mise en œuvre des politiques publiques en matière de santé et bien-être animal, le ministère s'appuie sur un partenariat avec les acteurs de terrain : éleveurs et vétérinaires. Ces derniers occupent une place majeure dans le dispositif de sécurité sanitaire, notamment en matière de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales réglementées.

Le dispositif législatif et réglementaire, mis en place en 2011, a distingué deux statuts pour les vétérinaires intervenant dans la prévention, la surveillance et la lutte des maladies réglementées. Ainsi, le vétérinaire intervenant pour le compte de l'éleveur et désigné par celui-ci est dénommé vétérinaire sanitaire. Il est titulaire d'une habilitation sanitaire qui lui est octroyée, sous certaines conditions, par le préfet de département. Dans certaines situations, notamment en cas de mise en place d'opérations de police sanitaire, le vétérinaire sanitaire peut être mandaté par l'Etat. Dans ce cas, il intervient en tant que délégué de l'Etat et à sa demande.

Le présent marché concerne la formation de tous les vétérinaires sanitaires.

Actuellement, la surveillance événementielle des maladies réglementées, la mise en œuvre des prophylaxies obligatoires ainsi que les visites sanitaires obligatoires (VSO) constituent les trois missions majeures du vétérinaire sanitaire. Ce dernier est par ailleurs sollicité pour de nombreuses autres missions qui peuvent varier selon les caractéristiques des territoires et des filières (par exemples, il assure la surveillance des chiens mordeurs, il effectue le contrôle de l'identification des animaux, de leur état sanitaire, et du respect de la protection animale en expositions de vente d'animaux de compagnie ; il procède au contrôle de l'identification des animaux et leur état de santé en centres de rassemblement, etc.).

Le vétérinaire sanitaire a certaines obligations liées à son habilitation dont une obligation de formation continue s'il exerce sur les espèces bovines, ovines, caprines, porcines, volailles et équines. Ces obligations sont encadrées réglementairement par l'article R 203-12 du code rural et de la pêche maritime et l'arrêté du 16 mars 2007 modifié relatif aux obligations en matière de formation continue nécessaire à l'exercice des missions du vétérinaire sanitaire. Le dispositif de formation continue de ces vétérinaires a pour but de permettre la mise à jour des connaissances théoriques et pratiques des vétérinaires sanitaires, avec un double objectif de mise à jour de

connaissances et de développement des compétences pour les interventions menées dans le cadre de l'exercice de l'habilitation sanitaire, y compris pour le concours à l'exécution de missions de police sanitaire. La préservation d'un réseau de vétérinaires sanitaires et mandatés, réactif et compétent, notamment en cas de crise, est un enjeu majeur pour le ministère.

b) Organisation du dispositif de formation des vétérinaires sanitaires

Un programme de formation continue est proposé au niveau national et/ou régional aux vétérinaires sanitaires par le ministère chargé de l'agriculture, en concertation avec les organisations professionnelles vétérinaires. Il existe deux types de formations :

- des formations faisant partie du catalogue national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL et rendu disponible par le titulaire sur son site internet ;
- des formations hors catalogue national de formation continue des vétérinaires sanitaires validées et reconnues par la DGAL à condition qu'elles répondent à un besoin local n'ayant pas vocation à être pris en compte au niveau national et que leur qualité technique et pédagogique soit d'un niveau équivalent à celle des formations du catalogue national. Elles sont proposées par les DRAAF/DAAF et sont organisées par les DRAAF, les organisations professionnelles vétérinaires, les écoles nationales vétérinaires ou d'autres organismes de formation professionnelle intervenant dans le domaine vétérinaire déclarés selon l'article L. 6351-1 du code du travail et ouvrent le droit à une indemnisation et à l'obtention de crédits de points de formation continue.

Seul le premier type de formation fait l'objet du présent marché.

Les vétérinaires sanitaires en exercice sur au moins une des espèces (bovine, ovine, caprine, volailles, porcine ou équine) sont tenus de réaliser une demi-journée de formation tous les trois ans. Le nombre de vétérinaires devant suivre une formation annuellement est estimé à 3 150. En 2022, 140 sessions de formation ont été proposées pour un nombre estimé de formations à programmer de 210, avec un remplissage moyen de 15 vétérinaires par session.

Le BPRSE (Bureau de la prévention des risques sanitaires en élevage) au sein de la sous-direction de la santé et du bien-être animal (SDSBEA) est chargé du suivi du dispositif de formation continue des vétérinaires sanitaires. A ce titre, il pilote et rédige les instructions techniques qui organisent le dispositif de formation continue des vétérinaires sanitaires, à savoir l'instruction annuelle sur le programme national de formation continue et l'instruction technique d'appel à candidatures des formateurs et responsables de module, qui sont publiées au bulletin officiel du ministère chargé de l'agriculture.

c) Définitions

Vétérinaire habilité : Vétérinaire ayant obtenu son habilitation sanitaire après en avoir fait la demande auprès de la DDecPP du département dans lequel est établi son domicile professionnel administratif. Pour obtenir cette habilitation, il doit obligatoirement avoir suivi et validé la formation préalable à l'habilitation sanitaire.

Vétérinaire sanitaire (VS) : Vétérinaire disposant d'une habilitation sanitaire, et désigné pour réaliser les interventions obligatoires fixées par l'Etat dans les élevages. Il a une obligation de formation continue s'il exerce dans les espèces bovine, ovine, caprine, volailles, porcine et équine d'une demi-journée par période de trois ans.

Formateur de vétérinaire sanitaire : agent du ministère ou vétérinaire ayant des aptitudes pédagogiques et d'animation de formation reconnues, ainsi que des connaissances techniques dans le domaine du module de formation qu'il dispensera au vétérinaire sanitaire.

Responsable de module de formation : Le responsable de module est un agent du ministère ou un vétérinaire, dont l'expertise est reconnue dans le domaine traité par le module de formation et en matière de pédagogie. Le responsable de module est formateur de vétérinaires sanitaires. Il est responsable de l'actualisation du module et de répondre aux interrogations des formateurs.

Concepteur de module de formation : Le concepteur est un agent du ministère ou un vétérinaire ou un professionnel de la santé animale, dont l'expertise est reconnue sur le sujet de la formation à construire. Il participe à la définition des objectifs pédagogiques et à l'écriture du déroulé pédagogique à partir des objectifs fixés de formation, conçoit les documents de la mallette pédagogique et participe à l'animation de la formation des formateurs des vétérinaires sanitaires.

Article 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions d'exécution des prestations relatives à la formation continue des vétérinaires sanitaires.

Ces formations sont des outils essentiels à la mise à jour des compétences des vétérinaires sanitaires et nécessaires à la mise en œuvre des politiques du ministère en matière de santé et bien-être des animaux et plus largement de santé publique.

Le titulaire du marché met en œuvre les méthodes pédagogiques les plus adaptées aux objectifs pédagogiques propres à chaque formation.

En cas de crise sanitaire épidémique de type COVID 19 ou de situation analogue, le ministère peut demander au prestataire de mettre en place la totalité des sessions, initialement prévues en mode présentiel, en mode classe virtuelle sans surcoût.

Article 3. Allotissement des prestations

Le marché comporte les deux (2) lots suivants :

- Lot 1 : Coordination, conception et organisation des formations proposées dans le cadre du programme national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL (2025/2028) ;
 - conception des modules de formation ;
 - organisation et coordination du déploiement des actions de formations des vétérinaires sanitaires.
- Lot 2 : Organisation et conception de modules de formation déployables rapidement auprès des vétérinaires sanitaires liés à un besoin urgent de formation identifié et validé par la DGAL (2025/2028) ;
 - Conception et mise à jour de formations ponctuelles à destination des vétérinaires sanitaires, en présentiel ou en distanciel, synchrones ou asynchrones correspondant à un besoin urgent et impérieux de formation identifié par la DGAL.
 - Déploiement rapide de ces formations lorsque qu'une situation qui le nécessite est identifiée par la DGAL.

Article 4. Durée du marché

La durée du marché pour chacun des lots court à compter du 15/04/2025 ou à compter de la notification du marché si celle-ci est postérieure jusqu'au 31/12/2028, période de reconduction de deux ans comprise.

Article 5. Calendrier

Lot 1 : Coordination, conception et organisation des formations proposées dans le cadre du programme national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL

Pour l'année 2025, le calendrier est le suivant :

- **Au plus tard le 15 avril (ou deux semaines après notification du marché) :** le titulaire transmet le calendrier de l'organisation des formations aux acteurs concernés (formateurs, DGAL, DRAAF, DDecPP, DAAF) ;
- **Du 15 avril (ou deux semaines après notification du marché) au 1^{er} décembre de l'année n :** durée de la programmation annuelle
- **Juin et décembre 2025 :** Le titulaire adresse à la DGAL (BPRSE) un bilan quantitatif de réalisation pour chaque module. Un bilan quantitatif annuel doit également être transmis pour l'ensemble des modules réalisés. Un bilan qualitatif est également transmis en fin d'année ;
- **Juin/juillet 2026 :** présentation du bilan annuel qualitatif et quantitatif de l'année 2025 au comité de pilotage ;
- **10 jours avant la date du comité de pilotage :** ce bilan est transmis à la DGAL (BPRSE).

A partir du 1^{er} janvier 2026, Le titulaire met en œuvre la programmation nationale des formations sur une année civile :

- **Octobre jusqu'au 1^{er} décembre de l'année n-1 :** réception des commandes de formation par les DRAAF (période précisée dans l'instruction technique annuelle publiée par la DGAL) ;
- **Au plus tard 20 janvier de l'année n :** le titulaire transmet le calendrier de l'organisation des formations aux acteurs concernés (formateurs, DGAL, DRAAF, DDecPP, DAAF) ;
- **20 janvier au 1^{er} décembre de l'année n :** durée de la programmation annuelle ;
- **Juin et décembre année n :** Le titulaire adresse à la DGAL (BPRSE) un bilan quantitatif de réalisation pour chaque module. Un bilan qualitatif est également transmis en fin d'année ;
- **Juin/juillet de l'année n+1 :** présentation du bilan annuel qualitatif et quantitatif de l'année n au comité de pilotage ;
- **10 jours avant la date du comité de pilotage :** ce bilan est transmis à la DGAL (BPRSE).

Lot 2 : Organisation et conception de modules de formation déployables rapidement auprès des vétérinaires sanitaires, liés à un besoin urgent de formation identifié par la DGAL

Les délais de conception de chaque formation sont compris entre 1 et 4 mois au maximum à compter de l'émission du bon de commande, en fonction du degré d'urgence identifié par la DGAL et des données scientifiques disponibles. Au cas par cas, une précision du délai dans cet intervalle sera actée d'un commun accord entre le Ministère et le titulaire au regard des objectifs

définis de la formation, du sujet de la formation, de la durée de la formation et du mode de déploiement. Le titulaire est tenu de mettre à jour les formations en fonction des évolutions (sanitaires, réglementaires, etc.) des thématiques abordées.

Les délais de déploiement souhaités sont indiqués par le Ministère lors de l'émission du bon de commande et font l'objet d'échanges préalables entre le titulaire et la DGAL. **Ce délai ne peut être supérieur à 15 jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande.**

Article 6. Périmètre du marché

Public concerné par les formations :

- **Lot 1** : les vétérinaires sanitaires en exercice sur au moins une des espèces bovines, ovines et caprines, porcines, volailles et équines. Ils ont connaissance de ces actions de formation via une publicité réalisée régionalement par les DRAAF/DAAF ou leur délégataire (OVVT). Dans la limite des places disponibles, les vétérinaires habilités et exerçant sur les espèces de carnivores domestiques ou correspondant à des nouveaux animaux de compagnie (NAC) peuvent être inclus au sein de ces formations ;
- **Lot 2** : les vétérinaires disposant d'une habilitation sanitaire. Le public cible peut être restreint à des vétérinaires exerçant sur certaines espèces et/ou dans certaines zones géographiques en fonction du besoin et de la cible identifiés par le ministère.

Article 7. Dispositions spécifiques et communes à chacun des lots

Les prestations que le titulaire du marché devra assurer sont décrites ci-dessous.

7.1 Dispositions relatives à chaque lot

- **Lot 1 : Coordination, conception et organisation des formations proposées dans le cadre du programme national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL**

Les actions de formation porteront sur les thématiques relevant du champ d'action du vétérinaire sanitaire et présentes dans le catalogue national de formation continue des vétérinaires sanitaires publié annuellement par instruction technique de la DGAL. Ce catalogue national est validé chaque année par la DGAL à la suite de l'avis du comité de pilotage annuel sur la formation continue des vétérinaires sanitaires, composé de l'administration (DGAL, DGER), des organisations professionnelles vétérinaires (CNOV, FSVF, SNVEL, AFVAC, AVEF, SNGTV) et du titulaire du marché. Ce comité de pilotage donne son avis sur le choix des formations à déployer dans le cadre du catalogue national et fixe l'objectif général de chaque nouvelle formation ajoutée au catalogue.

Le catalogue validé (dont le nombre de formations ne peut excéder 18), l'objectif général de formation ainsi que le format de la formation (présentiel et/ou distanciel) sont transmis au titulaire par la DGAL après la tenue du COPIL annuel.

Chaque formation a une durée de 3h. Les formations peuvent se dérouler en journée (matinée ou après-midi) ou en soirée (heure de fin au plus tard à 21h). Les formations sont assurées par un binôme de formateurs composé d'un agent de l'Etat et d'un vétérinaire privé ou uniquement par un vétérinaire privé. Elles sont réalisées à la demande des DRAAF/DAAF.

Les actions de formation se déroulent sur différents sites dont le choix relève des DRAAF/DAAF en lien avec les DDecPP et OVVT de leur région. Le lieu d'exécution des prestations est précisé par les DRAAF/DAAF au plus tard lors de l'émission du bon de commande.

Au regard du nombre de vétérinaires sanitaires exerçant dans les espèces bovine, ovine et caprine, porcine, volailles et équine, un déploiement d'environ 200 formations est attendu par an sur l'ensemble du territoire français, y compris en Corse et dans les DROM-COM.

Le déploiement des formations prévues est arrêté pour un nombre maximum de 30 vétérinaires sanitaires participants par session (cible recommandée 12 à 20 vétérinaires). Un nombre d'inscrits insuffisant pourra entraîner l'annulation par la DRAAF/DAAF de la formation selon les conditions décrites dans la partie 7.

- **Lot 2 : Organisation et conception de modules de formation déployables rapidement auprès des vétérinaires sanitaires liés à un besoin urgent de formation identifié par la DGAL**

Ces modules de formation seront créés sur demande du Ministère et tenus à jour par le titulaire afin de permettre leur déploiement rapide auprès des vétérinaires sanitaires.

Ce déploiement s'effectuera sur demande du Ministère dans le cas d'un besoin urgent de formation des vétérinaires disposant d'une habilitation sanitaire, lié à un contexte épidémiologique particulier ou à un besoin de sensibilisation rapide de ce public à une nouvelle réglementation ou un changement de réglementation.

Au regard du contexte identifié, le ministère pourra demander au titulaire de mettre en place les actions de formation en distanciel (synchrone ou asynchrone), en présentiel ou sous la forme d'un format mixte.

Les actions de formation se déroulent sur différents sites dont le choix relève des DDecPP en lien avec les DRAAF/DAAF et OVVT de leur région. Le lieu d'exécution des prestations est précisé par les DRAAF/DAAF au plus tard lors de l'émission du bon de commande.

Ce point, ainsi que l'objectif général et la durée souhaitée de la formation seront précisés au plus tard lors de l'émission du bon de commande. La durée de chaque formation pour le lot n°2 ne pourra excéder 3 heures.

7.2 Détail des prestations attendues pour chacun des lots

Lot 1 : Coordination, conception et organisation des formations proposées dans le cadre du programme national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL

Pour dispenser les formations, le titulaire doit s'appuyer sur les agents du ministère dotés de compétences pédagogiques et techniques sur les sujets concernés ainsi que sur des professionnels vétérinaires.

Le titulaire assure les prestations suivantes :

1) Concernant la prestation de coordination du dispositif :

- le traitement des expressions des nouveaux besoins en formations (analyse de la pertinence de la demande), en lien avec la DGAL, qui peuvent émaner des services déconcentrés, de la profession vétérinaire, des membres du comité de pilotage ;

- Le recueil des demandes en formation et la planification annuelle de l'ensemble des actions de formation sur l'ensemble du territoire national et DROM-COM. Les services déconcentrés envoient directement leurs besoins au titulaire sur la base de l'instruction technique publiée par la DGAL en fin d'année ;
- le recueil et traitement des candidatures des formateurs et des responsables de module de l'administration en lien avec la DGAL ;
- la sélection des formateurs et responsables de module exerçant à titre privé¹ ;
- la tenue à jour d'une liste des formateurs, responsables de module et concepteurs privés et de l'administration en charge de dispenser, d'assurer l'actualisation ou la conception des formations. Cette liste sera communiquée sur demande au ministère dans un délai maximum d'une semaine ;
- la formation des formateurs à la pédagogie ;
- le bilan quantitatif et qualitatif des formations réalisées sur l'ensemble du territoire comprenant le retour des formés et des formateurs (sur la base d'un questionnaire de satisfaction) et sa présentation au comité de pilotage annuel auquel le titulaire participera ;
- la préparation et l'organisation d'un comité technique annuel à destination des formateurs et responsables de modules visant notamment à présenter aux formateurs et responsables de modules le bilan de l'année écoulée, récolter les difficultés rencontrées, proposer des évolutions pour l'année suivante afin de pallier ces difficultés, et répondre à leur questionnement.

2) Concernant la prestation d'actualisation et de conception des modules :

- la définition du contenu pédagogique en lien avec le Ministère pour chaque nouveau module de formation permettant de répondre à l'objectif général fixé par le comité de pilotage ;
- la réalisation du matériel pédagogique pour chaque module de formation et son actualisation en lien avec les responsables des modules de formation et les concepteurs, agents du ministère et professionnels vétérinaires ainsi que sa mise à disposition en ligne. L'actualisation peut être majeure, en cas de modifications importantes du contenu ou du format de la formation (changement d'un des objectifs pédagogiques, constat d'une inadéquation entre contenu et objectifs pédagogiques, précision majeure à apporter au contenu, etc.), ou mineure, avec des modifications ou précisions mineures du contenu telles qu'une révision de la forme, des corrections de fautes ou d'erreurs, etc.

3) Concernant la prestation de déploiement de sessions de formation :

- l'indemnisation des formateurs pour le déplacement et le temps passé ;
- la convocation des formateurs aux formations² ;
- la coordination du déploiement en lien avec les DRAAF, DDecPP et DAAF.

Lot 2 : Organisation et conception de modules de formation déployables rapidement auprès des vétérinaires sanitaires liés à un besoin urgent de formation identifié par la DGAL

¹ Le choix des formateurs est conjoint entre le titulaire et la DGAL. Le titulaire soumet une première proposition à l'administration sur la base des candidatures reçues.

² Le titulaire ne traite pas les convocations des stagiaires

Le titulaire assure les prestations suivantes :

- la définition du contenu pédagogique en lien avec le ministère pour chaque action de formation permettant de répondre à l'objectif général et au format (présentiel, distanciel synchrone ou asynchrone, mixte) fixé par le ministère ;
- la réalisation du matériel pédagogique et son actualisation annuelle et au moment du déploiement en cas de demande ;
- la coordination du déploiement de la formation, en lien avec le ministère et éventuellement des organismes professionnels vétérinaires choisis par le ministère ;
- le bilan quantitatif et qualitatif des formations réalisées sur l'ensemble du territoire comprenant le retour des formés et des formateurs et sa présentation au comité de pilotage annuel auquel le titulaire participera ;
- en cas de formation déclinée sous un format distanciel, l'hébergement et l'accès à la formation sur une plate-forme.

7.3 Dispositions communes aux 2 lots

Pour les deux lots, le prestataire s'engage à :

- adresser à mi-année et en fin d'année à la DGAL un bilan quantitatif indiquant pour chaque module du catalogue de formation, le nombre de sessions de formations demandées par les DRAAF, le nombre de formations programmées et le nombre de formations réalisées, le nombre de vétérinaires formés, le taux de remplissage des formations. Un bilan qualitatif est également transmis en fin d'année et comporte l'évaluation de la satisfaction des formations déployées par les vétérinaires sanitaires et formateurs, les difficultés rencontrées et remontées par les formateurs et les services déconcentrés du ministère, ainsi que les mesures mises en place pour éviter que ces difficultés se reproduisent. Ces bilans doivent faire l'objet d'un rapport annuel transmis à la DGAL au plus tard le 31 juillet de l'année n+1, auquel sera joint le bilan financier décrit au point suivant ;
- adresser annuellement à la DGAL, au plus tard le 31 juillet de l'année n+1, un bilan financier récapitulant les devis, bons de commande et facturation de l'année en question.
- mettre à disposition de la DGAL, des DRAAF, des DDecPP ou des DAAF les feuilles de présence signées par les vétérinaires sanitaires pour chacune des sessions de formation des différentes actions de formation ;
- se rendre disponible sur demande de l'administration pour toute réunion de suivi concernant l'exécution du marché.
- Réaliser un questionnaire de satisfaction de formation à transmettre aux stagiaires à la fin de chaque module de formation³. Le questionnaire type sera validé une unique fois par la DGAL dans les premières semaines d'exécution du marché.

7.4 Modification/annulation d'une session de formation

- **Lot 1 : Coordination, conception et organisation des formations proposées dans le cadre du programme national de formation continue des vétérinaires sanitaires validé par la DGAL**

³ Le questionnaire de satisfaction type doit être adressé à la DGAL pour validation avant le début des formations.

Le ministère se réserve la possibilité d'annuler la date d'une session programmée pour des raisons de contraintes internes au ministère ou de manque d'inscrits à la formation. Le titulaire du marché sera informé, par tous les moyens disponibles, de cette annulation.

Le ministère se réserve la possibilité de reporter la date d'une prestation programmée mais qui doit être déplacée à une date différente pour des raisons de contraintes internes. Le titulaire du marché sera informé, par tous les moyens disponibles, de cette modification.

Dans les deux cas (annulation ou report), les coûts dus par le ministère au titulaire sont appliqués selon les modalités suivantes :

- **Jusqu'à 14 jours calendaires avant la date de la formation** : aucun coût n'est dû au titulaire ;
- **Entre 14 et 2 jours calendaires avant la date de la formation** : 30% du tarif de la formation devra être payé pour couvrir les frais engagés ;
- **Moins de 2 jours calendaires avant la date de la formation** : le coût de la session est dû au titulaire.

En cas d'annulation d'une session par le titulaire du fait de difficultés techniques de nature à compromettre la bonne réalisation de la formation, celui-ci s'engage à programmer sans frais supplémentaires une nouvelle session **dans un délai de 30 jours calendaires** en lien avec la DRAAF/DAAF concernée.

En cas d'annulation d'une session de formation du fait du titulaire **après expiration d'un délai de prévenance de 14 jours calendaires**, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAP.

- **Lot 2 : Organisation et conception de modules de formation déployables rapidement auprès des vétérinaires sanitaires liés à un besoin urgent de formation identifié par la DGAL**

Le ministère se réserve la possibilité d'annuler ou de modifier la date d'une prestation programmée qui doit être déplacée à une date différente pour des raisons de contraintes internes et ceci **au plus tard dix jours calendaires avant la date initiale de la formation**. Le titulaire du marché sera informé, par tous les moyens disponibles, de cette annulation ou de ce changement et consulté avant de confirmer la nouvelle date de la prestation concernée.

Cette annulation ou changement de date par le ministère n'ouvre aucun droit à indemnité.

Article 8 : Réversibilité et transférabilité

A la demande de la DGAL, en cours de marché, et particulièrement à son terme, le titulaire s'engage à :

- détruire les données à caractère personnel collectées dans le cadre du marché. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

En cas de changement de titulaire lors du renouvellement de marché, le titulaire sortant s'engage à :

- organiser le transfert de la totalité des documents et supports relatifs aux formations (y compris documents liés à l'organisation) vers les équipes du ministère ou le nouveau titulaire du marché suivant sans aucun coût supplémentaire

A N N E X E :

Récapitulatif des dispositions relatives aux deux lots

4 cycles annuels de formation continue obligatoire des vétérinaires sanitaires :

- Lot 1, 2025/2028 : formation dans le cadre de la programmation nationale
- Lot 2, 2025/2028 : création, tenue à jour et déploiement rapides de formations spécifiques en cas d'urgence

Lot 1 : (Annuellement, avec un calendrier spécifique pour l'année 2025)) Coordination et suivi du dispositif de formation, conception et actualisation des modules de formation, déploiement des sessions de formation.

Lot 2 : Création du contenu pédagogique, mise à jour annuelle, coordination et suivi du déploiement à la demande du ministère.

Planning pour les actions relatives à chaque campagne annuelle :

Pour chaque cycle du marché :

Lot 1 (calendrier spécifique pour 2025 détaillé à l'article 5)

- janvier de l'année n : transmission du calendrier de l'organisation des formations aux acteurs concernés
- année n : durée de la programmation annuelle
- Juin et décembre année n : bilans quantitatifs de réalisation pour chaque module. Un bilan qualitatif est également transmis en fin d'année.
- Juin/juillet année n+1 : présentation des bilans annuels qualitatif et quantitatif de l'année n.

Lot 2 :

Les modules déjà créés sont tenus à jour annuellement et au moment du déploiement du module. En cas de besoin, ils sont déployés au cours d'une année n selon un calendrier défini avec le ministère.